

Catholicisme

Macron aux Bernardins : l'Église catholique s'organise-t-elle en lobby ?

LA VIE Bénédicte Lutaud publié le 20/02/2018



© Jan Schmidt-Whitley/CIRIC

La Conférence des évêques de France organise une soirée, le 9 avril, en présence du Président et de représentants de la société civile et du monde associatif. Un « dîner du Crif catholique » ?

C'est un événement inédit : pour la première fois, la Conférence des évêques de France (CEF) recevra Emmanuel Macron et plusieurs centaines d'invités lors d'une soirée le 9 avril au Collège des Bernardins, à Paris. Ministres, parlementaires, personnalités du monde de l'entreprise, des médias, de la culture, mais aussi mouvements et associations de fidèles, associations caritatives catholiques et représentants des autres religions figurent parmi les centaines d'invités.

Les juifs avaient le dîner du Crif et le Nouvel An du Consistoire, les musulmans le dîner de la rupture du jeûne du ramadan, et les protestants, la cérémonie des vœux de la Fédération protestante de France. Il manquait donc à l'Église catholique « *un moment pour s'adresser à la société française d'une manière plus large* », explique Mgr Ribadeau-Dumas, porte-parole de la CEF. En pleins États généraux de la bioéthique, l'occasion d'interpeller le gouvernement sur plusieurs sujets sensibles, comme la PMA ou la fin de vie. Mais pas

seulement. Le sort des migrants, des sans-abris, et la laïcité devraient aussi nourrir les discussions.

Entretenir son réseau avec les députés

Pourquoi l'Église a-t-elle attendu ce moment-là pour organiser son propre « rendez-vous » national avec l'État et la société civile ? « *Après une année d'élection présidentielle, dans le cadre de la discussion autour de la révision des lois de la bioéthique, le conseil permanent des évêques a pensé qu'il serait opportun d'avoir ce type de manifestation* », détaille Mgr Ribadeau-Dumas.

Le contexte politique a donc favorisé l'organisation de cette soirée. Membre du conseil permanent de la CEF, Mgr Pascal Wintzer, archevêque de Poitiers, confie : « *Il y a un fort renouvellement du personnel politique depuis la dernière présidentielle et les législatives. Dans nos diocèses, nous avons des relations habituelles avec les précédents députés, car certains étaient là depuis un certain temps* ». « *Le renouvellement et le rajeunissement* » des députés contraindrait ainsi l'Église à organiser cette soirée de « réseau », pour « *renouer* » avec la nouvelle classe politique.

Macron : un moment propice au dialogue

Cet événement entend « *réaffirmer la place de l'Église dans la société, dans le contexte d'une laïcité apaisée* », a affirmé à *La Croix* Vincent Neymon, porte-parole de la CEF. La laïcité est-elle plus particulièrement apaisée depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron ? « *Il y a de la part, aujourd'hui, de la présidence de la République – avec la présence des responsables religieux récemment au dîner sur la question de la fin de vie – une volonté de dialogue* », admet prudemment Mgr Ribadeau-Dumas. « *C'est ce qu'on a ressenti depuis l'élection du président Macron, reconnaît quant à lui François Clavairol, président de la Fédération protestante de France. Les religions semblent perçues comme des contributrices de la société et non plus comme des lobbys menaçants* ». « *C'est différent avec Macron, j'ai l'impression qu'il y a une vraie écoute, une forme de main tendue, de bienveillance, mais le dis avec beaucoup de prudence* », observe de son côté le député LR Philippe Gosselin.

Si François Hollande, après l'assassinat du père Hamel, avait fini par adopter « un discours très favorable aux Églises » le début de son mandat a été ponctué davantage par « *des discours de méfiance, comme celui du Bourget* », analyse Philippe Portier, directeur d'études à l'École pratique des hautes études et directeur du Groupe sociétés, religions, laïcité. Quant à Nicolas Sarkozy, s'il était favorable au dialogue, il défendait « *une conception identitaire de la nation, allant à l'encontre de la volonté d'accueil (de l'étranger, ndlr) de l'Église catholique* ». En outre, beaucoup d'évêques auraient regretté que « *Nicolas Sarkoy ait tendance à instrumentaliser les Églises au service de sa propre stratégie de pouvoir* », ajoute le sociologue. Les évêques seraient plus à l'aise avec Emmanuel Macron, dont les discours inviteraient davantage au « *dialogue avec les institutions religieuses* », sans conception identitaire de la nation.

Une Église moins audible

Si le contexte politique a changé, ce n'est pas la seule raison qui conduit aujourd'hui les évêques de France à organiser un tel événement. Consciente d'être « *moins entendue qu'auparavant* », l'Église catholique est « *obligée de sortir de ses murs pour que son message soit reçu* », estime François Clavairolly. « *Le christianisme, dans sa version catholique en tous cas, est confronté à la post-modernité, à l'effacement du référent religieux et peut être aussi à un questionnement interne qui le fragilise* », poursuit le pasteur.

« Du fait de la pluralisation du champ religieux, et de l'agnosticisme d'une grande partie de la population, l'Église est contrainte de montrer son existence par des événements significatifs », constate pour sa part Philippe Portier. Dans ce nouveau contexte, l'Église adopterait donc une nouvelle logique de médiatisation pour exister. « *Comme toutes les autres religions, l'Église a vocation à échanger avec la société, et il faut trouver les canaux contemporains*, commente le Grand Rabbin de France, Haïm Korsia. *L'Église est présente sur Internet, dans les médias. C'est une très bonne chose qu'il y ait ce temps d'échange avec la République* ».

Une minorité religieuse parmi d'autres ?

Mais en se calquant sur les initiatives « événementielles » des autres communautés religieuses, l'Église ne risque-t-elle pas d'être perçue comme une minorité parmi d'autres ? Face à sa perte d'influence dans la société, serait-elle, progressivement, en train de se constituer en « lobby » ?

Philippe Portier pointe plusieurs limites à cette analyse. L'Église, tout d'abord, ne se perçoit pas comme une association comme les autres. « *Il y a dans le tréfonds de la conscience ecclésiale l'idée que l'Église s'inscrit dans la succession du Christ.* » Elle est donc « *tirillée entre cette image qu'elle a d'elle-même, et ce que lui impose la société* ». Les propos de Mgr Wintzer, interrogé par *La Vie*, illustrent bien ce dilemme : « *L'Église prend conscience qu'elle est aussi une communauté, comme le sont d'autres communautés. On parle de la communauté musulmane, de la communauté juive, et maintenant on parle aussi de la communauté chrétienne, catholique. Faire cette invitation, c'est un peu accepter cela, d'être une religion avec d'autres.* » « *Et pourtant, ajoute-t-il, l'Église n'est pas un groupe à parité avec d'autres groupes. C'est-à-dire que l'Évangile n'est pas enfermé dans une communauté qui s'appelle l'Église catholique* ». « *Je me méfie de tout ce qui pourrait apparaître comme du communautarisme*, abonde Mgr Ribadeau-Dumas. *Les catholiques, par l'Évangile même, sont invités, dans la dimension universelle intrinsèque au catholicisme, à vivre dans cette société plurielle* ».

Nous, nous n'avons pas de produit à vendre. Nous avons une bonne nouvelle à annoncer. – Mgr Ribadeau-Dumas, porte-parole de la CEF

Ensuite, l'Église bénéficie déjà d'une relation privilégiée avec l'État, notamment à travers une instance de dialogue créée en 2002. Et au niveau local, de nombreux échanges ont lieu

entre les évêques et les maires. Enfin, l'événement des Bernardins n'est pas tout à fait comparable aux événements organisés par les autres communautés religieuses. Les invités de marque, insiste Mgr Olivier Ribadeau-Dumas, en seront surtout des personnes handicapées, en situation de précarité, et des migrants : *« Ce seront sans doute eux qui ouvriront la soirée, pour montrer que le trésor de l'Église, c'est bien celui-là. Nous nous adressons à toute la société »*. Rien n'a encore été décidé, en outre, sur la possibilité de faire de cette soirée un rendez-vous annuel : *« Rien n'est défini pour l'instant. Ce n'est pas dit que cela se renouvellera de cette manière là »*, souligne Mgr Ribadeau-Dumas.

Pas de « produit à vendre »

Enfin, si la CEF assume cette nécessité d'avoir une parole plus audible, elle refuse d'être assimilée à un lobby. *« Nous, nous n'avons pas de produit à vendre. Nous avons une bonne nouvelle à annoncer, martèle le porte-parole de la CEF. Cette bonne nouvelle, nous l'annonçons contre vents et marées, mais avec une grande liberté : nous ne sommes pas comptables de résultats. Ce que nous annonçons, nous avons conscience que cela ne portera peut-être du fruit que dans 20, 25 ou 30 ans »*.

Mgr Ribadeau-Dumas souligne aussi l'étendue du réseau, historique, de l'Église catholique sur l'ensemble du territoire français : *« À part le réseau de l'école, c'est l'Église qui a le plus grand maillage territorial. Si les évêques de France choisissent qu'un texte soit lu dans toutes les églises de France, il le sera. Les lobbyistes ne réunissent pas ce genre de parterre pour faire passer un message. Donc c'est autre chose. Une volonté de dialogue »*. Une volonté de dialogue qui n'empêche pas l'opération de communication d'être bien organisée.